Yvré l'Évêque

Arrêté n°2026-198

Arrêté municipal portant sur l'installation des illuminations de Noël sur la commune

Le Maire de la commune d'Yvré-l'Évêque

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;

Vu l'article R417-10 du code de la route ;

Vu l'article R610-5 du code pénal ;

Considérant l'intérêt d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique et des agents du service technique de la commune pendant l'installation des illuminations de noël Avenue du Mans au niveau de Béner, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Une journée entre le lundi 23 novembre 2026 et le vendredi 04 décembre 2026 de 8h00 à 17h00, la chaussée sera rétrécie par la présence de la nacelle sur la voie afin de mettre en place les illuminations de Noël à Béner.

ARTICLE 2 – Les stationnements pourront être bloqués par la présence de la nacelle le temps des travaux.

ARTICLE 3 – La signalisation réglementaire nécessaire sera mise en place et maintenue par les services techniques de la commune au minimum 24 h avant l'intervention.

ARTICLE 4 – Madame la Directrice des Services Généraux, Monsieur le Président de Le Mans Métropole, la police municipale pluricommunale et la gendarmerie ainsi que tous les représentants de l'autorité publique sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Yvré-l'Évêque,
le 19 novembre 2026

M. MASSARD Louis
Adjoint au Maire
Par délégation

Pour le Maire
Et par délégation,
Le 1er Adjoint,
André LE ROUX

MAIRIE d'YVRE-L'EVEQUE 72530

Recours : La présente décision peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à *la commune d'Yvré l'Evêque – 16 avenue Guy Bouriat – 72530 Yvré L'Évêque.* Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai à compter de sa notification, en saisissant le tribunal administratif de *NANTES* par voie postale à l'adresse suivante : 6, allée, de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX- ou, par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet suivant : http//www.telerecours.fr).
En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de *Nantes* peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter du rejet.